

# Qu'est-ce que le souverainisme ?



À bien y regarder, il n'y a guère que deux mots qui soient entrés récemment dans le vocabulaire politique français, le souverainisme et la ruralité, innovations très révélatrices d'un sentiment croissant de dépossession de soi, du cadre naturel où la vie et la civilisation ont pris forme au cours des siècles. Le malaise français vient sans doute du sentiment de ne plus pouvoir prendre part à une grande aventure collective, une nation et une civilisation, cette France qui est notre principal -ou pour mieux dire- le seul instrument démocratique de participation aux affaires du monde.

## Une partie de football sans ballon

Mais c'est sans doute le souverainisme qui dit l'essentiel : idée neuve et porteuse d'avenir, il part du constat que chacun peut faire en regardant autour de lui : la démocratie est réduite à presque rien. Les élus se trouvent de plus en plus soumis à des instances dont on ne choisit pas les dirigeants, que l'on ne contrôle pas, et que souvent on ne connaît même pas. La plupart des décisions qui concernent nos vies émanent de la Commission de Bruxelles, de l'OMC, de la Banque de Francfort et de multiples organisations souvent dites internationales qui semblent les nouveaux dépositaires de la souveraineté. S'il est si difficile de prévenir les marées noires par exemple, c'est que toute décision, sur la double coque ou l'âge des navires, non seulement échappe aux États mais aussi au Conseil des ministres européen, la réglementation dans ce domaine dépendant de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), dans laquelle siègent, à proportion des pavillons de complaisance qu'ils accordent, des États soumis aux grands armateurs. Pourquoi organiser des élections si les élus n'ont plus de pouvoir ? Le jeu démocratique devient une partie de football sans ballon ...

## Une multitude de féodalités

Mais le souverainisme ne dénonce pas seulement le règne de nouvelles autorités extérieures. À l'intérieur des États eux-mêmes, et en France plus que partout ailleurs hélas, l'État, en principe légitime et souverain est paralysé de toutes parts par une multitude de féodalités grandes et petites qui limitent son action au point de l'enfermer dans une impuissance que seul le jeu de pantomime des hommes politiques parvient, mais, de moins en moins, à masquer. Les médias et pour mieux dire une poignée de journalistes omnipotents, les féodalités économiques et financières, les corporations et les syndicats, et désormais le pouvoir exorbitant reconnu à une magistrature qui se veut indépendante au point de l'être même de toute idée de bien public, une vaste collection de potentats sur lesquels le pouvoir légitime n'a plus guère de prise règnent sur une société qui finit par perdre le sens de tout intérêt supérieur. Ce qu'on appelait jadis la Respublica et qu'on devrait continuer à appeler aujourd'hui la République a fini ainsi à perdre tout son sens. Le résultat est que l'on donne aux responsables de la sécurité publique la charge de pallier les innombrables désordres qu'entraîne fatalement la dissolution de l'action politique.

## Le roi est nu

Le pire est que l'État lui-même est miné de l'intérieur par ces nouvelles féodalités. L'exemple fut donné aussi bien par les gouvernements dits de "gauche" que ceux dits de "droite". Lorsque le ministre socialiste Christian Sauter constata que deux directions générales de son ministère, la direction générale des impôts et la direction générale du Trésor, avaient à peu près les mêmes compétences et que les personnels doublonnaient aussi bien dans les services que dans les directions départementales, et entreprit donc de rationaliser et de fusionner les deux directions, que croit-on qu'il advint ? Les syndicats se mobilisèrent et ce fut Sauter qui sauta. Aujourd'hui, on voit l'actuel gouvernement pris dans de semblables filets et reculer pour chacune des réformes qu'il tente : la réforme des retraites fut tant édulcorée qu'on évoque

déjà la nécessité d'un nouveau redressement, faute de quoi les régimes des retraites seront bientôt submergés, et ne parlons pas des tentatives du ministre de l'Éducation nationale : il ne parvient pas davantage à réformer quoi que ce soit dans l'université française, qui pourtant va à vau-l'eau, qu'il n'était parvenu à diminuer le nombre de surveillants dans les collèges à proportion de la diminution des scolarisés. La simple déconcentration de la gestion des personnels ouvriers et de service de l'Éducation provoqua grèves et manifestations : aussitôt le ministre recula. Il en va ainsi en tout domaine : ce que l'on appelle par habitude le pouvoir n'a plus le pouvoir, le roi est nu et, par ricochet, le peuple est dépossédé de toute maîtrise de son destin.

## S'attaquer à la dissolution du politique

Le souverainisme est sans doute le seul mouvement qui entend s'attaquer à la dissolution du politique dans toute son ampleur. Il n'est ni de droite ni de gauche : quand la barque est échouée sur le sable, à quoi sert-il de se battre pour savoir qui, de l'équipe de tribord ou de l'équipe de bâbord, doit tenir la barre. C'est tout le navire France aujourd'hui échoué qu'il faut remettre à l'eau et auquel il faut redonner une marge de manoeuvre faute de quoi les tempêtes de la mondialisation finiront, à force de le drosser contre les récifs, par le briser pour toujours. Cette tâche est celle aujourd'hui de tous les Français de quelque horizon qu'ils viennent - de tous les Français de bonne volonté.

**Paul-Marie Coûteaux,**  
député français au Parlement européen  
Directeur du mensuel L'Indépendance  
(288, boulevard Saint-Germain 75007 Paris)

Découvrez Médi@venir  
en ligne à l'adresse:  
[www.ideesnouvelles.com](http://www.ideesnouvelles.com)